

CHAIRE DE PROFESSEUR JUNIOR

CAMPAGNE 2026

PROJET

Nom du projet : Droit du numérique et libertés fondamentales

Acronyme : NUMLIB

Section(s) CNU: 01 – Droit privé et sciences criminelles et/ou 02 – Droit public (ouverture conjointe à égalité, sans hiérarchisation)

Thématique scientifique : Régulation juridique du numérique et protection des droits et libertés fondamentaux

Durée de la chaire: 4 ans

Unité de recherche d'accueil(numéro et acronyme): UR 4703 – CUREJ (Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques)

Zone d'accès à Régime Restrictif (ZRR) : oui ☐ non ☒

DESCRIPTION DU POSTE

Profil pour publication :

La chaire de professeur junior « Droit du numérique et libertés fondamentales » vise le recrutement d'un(e) juriste dont le projet scientifique porte sur la régulation juridique du numérique et la protection des droits et libertés fondamentaux, entendues dans une acception délibérément large : protection des données personnelles et régulation européenne (RGPD, e-Privacy, Data Act, Data Governance Act) ; régulation des plateformes et services numériques (DSA, DMA, Media Freedom Act) ; gouvernance juridique de l'intelligence artificielle ; cybersécurité (NIS 2) et souveraineté numérique ; libertés numériques ; État de droit et numérique ; droit pénal du numérique ; droit des contrats et des biens numériques. Le projet devra faire dialoguer la régulation technique des objets et services numériques avec la grammaire des droits et libertés constitutionnels et conventionnels ; il pourra s'inscrire indifféremment en section 01 ou en section 02. Une approche comparée, principalement européenne, et une ouverture pluridisciplinaire seront particulièrement valorisées. La prise de fonction est envisagée en janvier 2027.

Mots-clés:

Droit du numérique ; libertés fondamentales ; protection des données personnelles ; intelligence artificielle ; régulation des plateformes ; cybersécurité.

STRATEGIE D'ETABLISSEMENT

L'Université de Rouen Normandie (URN) s'identifie depuis son contrat d'établissement 2022-2027 comme « Université des transitions ». Cette orientation s'incarne dans l'Institut T.URN, créé pour fédérer les

initiatives institutionnelles relatives à la transition socio-écologique, ainsi que dans le projet TRANSITION (ANR-23-EXES-0013), retenu au titre du programme « ExcellencES sous toutes ses formes » de l'initiative France 2030. Au sein de cette stratégie, le numérique constitue un champ d'action structuré : l'URN conduit depuis 2022 une démarche pluriannuelle de « Numérique responsable » associant sobriété énergétique des infrastructures, écoconception des services, accessibilité numérique et éthique des usages, en particulier des systèmes d'intelligence artificielle.

L'ouverture d'une chaire de professeur junior intitulée « Droit du numérique et libertés fondamentales » s'inscrit dans le prolongement direct de cette stratégie. Elle dote l'établissement d'une compétence juridique de premier rang sur les implications normatives de la transformation numérique des sociétés contemporaines et complète le dispositif existant – essentiellement en ingénierie, sociologie et informatique – d'une expertise sur la régulation du numérique, la protection des droits et la garantie des libertés. Elle constitue à ce titre un levier majeur d'interdisciplinarité, en cohérence avec la stratégie d'établissement « Numérique responsable » et l'Institut T.URN, la feuille de route Science ouverte (CA du 5 juillet 2024), la feuille de route Science avec et pour la société – SAPS (CA du 9 février 2024) et l'inscription de l'URN dans l'Université européenne INGENIUM.

PROJET SCIENTIFIQUE

Stratégie du laboratoire :

Le Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques (CUREJ, UR 4703) structure ses activités scientifiques pour le contrat 2022-2027 autour de six thèmes transversaux : Activités économiques, professionnelles et financières ; Justice ; Patrimoines et transitions ; Personne(s) ; Pouvoir(s) et Institution(s) ; Territoires et mobilités. Le laboratoire est membre de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire Homme Société (IRIHS), qui constitue son écosystème d'ouverture aux sciences humaines et sociales.

À ce jour, le CUREJ ne compte pas d'enseignant-chercheur dédié au droit du numérique parmi ses membres permanents, alors que l'intégralité des matières juridiques est traversée par les enjeux du numérique. La chaire est conçue pour faire émerger au sein du laboratoire une compétence transversale aux six thèmes existants et structurer un pôle de recherche fédérant les compétences éparses du CUREJ sur les thématiques numériques. Quatre thèmes pourront accueillir, à des degrés divers, les travaux de la titulaire ou du titulaire : Personne(s) (protection des données, identité numérique, droits fondamentaux face aux dispositifs algorithmiques) ; Pouvoir(s) et Institution(s) (régulation publique du numérique, autorités administratives indépendantes, souveraineté numérique européenne, État de droit numérique) ; Justice (justice prédictive, preuve numérique, contentieux des plateformes) ; Activités économiques, professionnelles et financières (contrats numériques, droit des plateformes, régulation des marchés numériques).

Cette transversalité permettra à la chaire d'irriguer l'ensemble des activités du CUREJ. Elle ouvre par ailleurs des perspectives de coopération avec les unités partenaires de l'URN intervenant sur le numérique (LITIS pour l'informatique appliquée et l'intelligence artificielle, ERIAC pour les humanités numériques et la philosophie des techniques) et avec l'Institut T.URN sur la composante de numérique responsable et de régulation éthique des usages.

Résumé du projet scientifique :

Le projet scientifique attendu portera sur le droit du numérique et les libertés fondamentales, entendus dans une acception délibérément large. L'intitulé recouvre, sans hiérarchie *a priori*, l'ensemble des sous-thématiques qui structurent aujourd'hui la matière : protection des données personnelles et régulation européenne (RGPD, e-Privacy, Data Act, Data Governance Act) ; régulation des plateformes et services numériques (DSA, DMA, Media Freedom Act) ; gouvernance juridique de l'intelligence artificielle (règlement IA, responsabilité civile à raison des systèmes d'IA, opacité algorithmique, droits sur les modèles et sur les données d'entraînement) ; cybersécurité (NIS 2), souveraineté numérique et

contentieux européen ; libertés numériques classiques à l'épreuve des dispositifs numériques ; droits fondamentaux numériques émergents ; État de droit et numérique (justice prédictive, police prédictive, automatisation administrative) ; droit pénal du numérique, cyberviolences, preuve numérique ; droit des contrats et des biens numériques (smart contracts, MiCA, jetons, monnaies numériques).

La conjonction « droit du numérique et libertés fondamentales » exprime une exigence méthodologique : la chaire entend faire dialoguer la régulation technique des objets et services numériques avec la grammaire des droits et libertés constitutionnels et conventionnels. À ce titre, le projet pourra s'inscrire indifféremment en section 01 ou en section 02, dès lors qu'il tient l'articulation des deux pôles. Une approche comparée, principalement européenne, et une ouverture pluridisciplinaire (sociologie du numérique, économie de la régulation, philosophie des techniques, informatique appliquée au droit) seront particulièrement valorisées, en cohérence avec les pratiques de recherche promues par l'IRIHS.

La titulaire ou le titulaire devra s'engager à publier ses travaux dans des supports de premier plan, français et internationaux, à se positionner sur les grands appels à projets nationaux et européens (ANR, ERC Starting Grant, Horizon Europe), à organiser à Rouen des manifestations scientifiques internationales et à contribuer à la structuration d'un pôle « droit du numérique et libertés fondamentales » au sein du CUREJ et de l'IRIHS. Une expérience postdoctorale, notamment à l'étranger, sera particulièrement appréciée. La chaire s'inscrira dans la feuille de route Science ouverte de l'URN, notamment par le dépôt systématique sur HAL et la publication en accès ouvert, et participera de la feuille de route Science avec et pour la société.

PROJET D'ENSEIGNEMENT

Résumé du projet d'enseignement :

La titulaire ou le titulaire de la chaire assurera, conformément au régime statutaire des chaires de professeur junior, un service d'enseignement annuel correspondant à 42 heures de cours magistral, à 64 heures de travaux dirigés, ou à toute combinaison équivalente. Au sein de l'UFR Droit, Économie et Science politique, ses interventions pourront porter, en Licence, sur les disciplines transversales du droit privé et du droit public les plus sollicitées par les enjeux numériques (introduction au droit, droit civil, droit constitutionnel, droit administratif, libertés fondamentales) et, plus spécifiquement, sur des enseignements dédiés au droit du numérique en deuxième année.

Au niveau Master, les enseignements s'inscriront prioritairement dans les mentions Droit privé, Droit public, Droit pénal et sciences criminelles, ainsi que dans le séminaire transversal de méthodologie de la recherche organisé conjointement avec l'École doctorale Droit Normandie. La ou le titulaire sera invité(e) à enseigner le droit du numérique (matière enseignée sous l'intitulé « droit des nouvelles technologies » en Master DPAC). L'ouverture conjointe en sections 01 et 02 lui permettra de contribuer à plusieurs spécialités selon son profil scientifique ; la chaire pourra à terme contribuer à la création d'un parcours ou d'un séminaire transversal dédié au droit du numérique et aux libertés numériques, susceptible d'associer d'autres composantes de l'URN.

Une partie des enseignements pourra être délivrée en anglais, en cohérence avec l'inscription de l'URN dans l'Université européenne INGENIUM. La titulaire ou le titulaire sera encouragé·e à développer des mobilités d'enseignement, physiques ou virtuelles, avec les universités partenaires d'INGENIUM, ainsi qu'à proposer des modules d'initiation et de méthodologie de la recherche à destination des mastérantes, mastérants, doctorantes et doctorants de l'École doctorale Droit Normandie.

MODALITES DE DEPOT DE CANDIDATURE

Les candidats doivent enregistrer leur candidature et joindre obligatoirement les documents constitutifs de leur dossier au format .pdf sur le site du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, via l'application ODYSSEE.

Les candidats établissent un dossier composé :

- d'un formulaire de candidature saisi en ligne
- d'une version numérique des documents suivants :
 - une pièce d'identité avec photographie ;
 - une pièce attestant de la possession d'un doctorat, tel que prévu à l'article L.612-7 du code de l'éducation, ou d'un diplôme dont l'équivalence sera reconnue selon la procédure fixée au 1° de l'article 5 du décret du 17 décembre 2021 susvisé ;
 - rapport de soutenance du diplôme produit ;
 - présentation analytique des travaux, ouvrages articles et réalisations réalisée sur la maquette de la « fiche de candidature CPJ » à déposer en document 1 dans les « titres et travaux » ;
 - principaux titres et travaux indiqués dans la présentation analytique.

Les documents administratifs ainsi que le rapport de soutenance rédigés en tout ou partie en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en langue française dont le candidat atteste la conformité sur l'honneur. À défaut, le dossier est déclaré irrecevable.

La traduction de la présentation analytique ainsi que des travaux, ouvrages, articles et réalisations est facultative.

L'ensemble de ces documents doit être déposé en version numérique, au plus tard à la date indiquée dans l'avis de recrutement. Tout dossier incomplet à la date limite susmentionnée est déclaré irrecevable.

MODALITES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Seules seront convoquées en audition les personnes préalablement sélectionnées sur dossier par la commission de sélection, dont la composition sera rendue publique avant le début de ses travaux.

Toutes les personnes candidates accèderont au suivi de leur candidature et aux résultats en utilisant le numéro de candidat et le mot de passe personnel Odyssée.

Tout candidat retenu sur un ou plusieurs emplois à l'issue de la procédure devra s'engager sur l'application dédiée à occuper l'emploi.

Contact : Cécile Legros, directrice du CUREJ, cecile.legros@univ-rouen.fr
Antoine Touzain, directeur du département droit, antoine.touzain@univ-rouen.fr

JUNIOR PROFESSOR

2026 CAMPAIGN

PROJECT

Project Name: Digital Law and Fundamental Rights

Acronym: NUMLIB

Section(s) of National Council of Universities (CNU): 01 – Private law and criminal sciences and 02 – Public law (joint opening on an equal footing, without ranking)

Scientific theme: Legal regulation of digital technologies and protection of fundamental rights and freedoms

Duration of the Chair: 4 years

Host research unit: UR 4703 – CUREJ (Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques / Rouen University Centre for Legal Studies)

Restrictive Regime Access Zone (ZRR): Yes ☐ No ☒

JOB DESCRIPTION

Job profile:

The junior professor chair in “Digital Law and Fundamental Rights” aims to recruit a legal scholar whose research project addresses the legal regulation of digital technologies and the protection of fundamental rights and freedoms, understood in a deliberately broad sense: personal data protection and European regulation (GDPR, e-Privacy, Data Act, Data Governance Act); regulation of platforms and digital services (DSA, DMA, Media Freedom Act); legal governance of artificial intelligence; cybersecurity (NIS 2) and digital sovereignty; digital liberties; the rule of law in the digital age; digital criminal law; the law of digital contracts and assets. The project must bring the technical regulation of digital objects and services into dialogue with the grammar of constitutional and conventional rights and freedoms; it may fall equally within CNU section 01 or section 02. A comparative approach, primarily European, and a multidisciplinary openness will be particularly valued. The position is expected to start at the beginning of the 2026 academic year.

Tags:

Digital law; fundamental rights; personal data protection; artificial intelligence; platform regulation; cybersecurity.

Research Fields – Euraxess:

Juridical sciences (Civil law; Public law; European law; Criminal law).

SETTLEMENT STRATEGY

Université de Rouen Normandie (URN) has defined itself, since its 2022-2027 institutional contract, as the “University of transitions”. This orientation is embodied in the T.URN Institute, created to federate institutional initiatives relating to the socio-ecological transition, and in the TRANSITION project (ANR-23-EXES-0013), selected under the “ExcellencES” programme of the France 2030 initiative. Within this strategy, digital technology is a structured field of action: since 2022, URN has pursued a multiannual “Responsible Digital” approach combining the energy sobriety of infrastructures, eco-design of services, digital accessibility and ethics of uses, in particular of artificial intelligence systems.

The opening of a junior professor chair entitled “Digital Law and Fundamental Rights” is a direct extension of this strategy. It provides the institution with first-rate legal expertise on the normative implications of the digital transformation of contemporary societies and complements the existing set-up – mainly in engineering, sociology and computer science – with expertise in digital regulation, the protection of rights and the safeguarding of freedoms. It thus constitutes a major lever for interdisciplinarity, consistent with the “Responsible Digital” institutional strategy and the T.URN Institute, the Open Science roadmap (Board of Governors, 5 July 2024), the Science with and for Society roadmap (Board of Governors, 9 February 2024) and URN’s membership of the INGENIUM European University.

SCIENTIFIC PROJECT

Lab strategy:

The Centre Universitaire Rouennais d’Études Juridiques (CUREJ, UR 4703) structures its scientific activities for the 2022-2027 contract around six cross-cutting themes: Economic, professional and financial activities; Justice; Heritage and transitions; Person(s); Power(s) and Institution(s); Territories and mobilities. The laboratory is a member of the Interdisciplinary Research Institute for Humanities and Society (IRIHS), its ecosystem of openness to the humanities and social sciences.

To date, CUREJ has no permanent faculty member dedicated to digital law, even though every branch of the law is now permeated by digital issues. The chair is designed to develop within the laboratory a competence cutting across the six existing themes and to structure a research cluster federating CUREJ’s scattered competences on digital matters. Four themes may host the chairholder’s work to varying degrees: Person(s) (data protection, digital identity, fundamental rights in the face of algorithmic devices); Power(s) and Institution(s) (public regulation of digital technology, independent administrative authorities, European digital sovereignty, the digital rule of law); Justice (predictive justice, digital evidence, platform litigation); Economic, professional and financial activities (digital contracts, platform law, regulation of digital markets).

This cross-cutting character will allow the chair to irrigate all of CUREJ’s activities. It also opens prospects of cooperation with URN’s partner units working on digital technology (LITIS for applied computer science and artificial intelligence, ERIAC for digital humanities and the philosophy of technology) and with the T.URN Institute on responsible digital technology and the ethical regulation of uses.

Summary of the scientific project:

The expected scientific project will address digital law and fundamental rights, understood in a deliberately broad sense. The title covers, without any a priori hierarchy, all the sub-themes that structure the field today: personal data protection and European regulation (GDPR, e-Privacy, Data Act, Data Governance Act); regulation of platforms and digital services (DSA, DMA, Media Freedom Act); legal governance of artificial intelligence (AI Act, civil liability for AI systems, algorithmic opacity, rights over models and training data); cybersecurity (NIS 2), digital sovereignty and European litigation; classic civil liberties tested by digital devices; emerging digital fundamental rights; the rule of law and digital technology (predictive

justice, predictive policing, administrative automation); digital criminal law, cyberviolence and digital evidence; the law of digital contracts and assets (smart contracts, MiCA, tokens, digital currencies).

The conjunction “digital law and fundamental rights” expresses a methodological requirement: the chair intends to bring the technical regulation of digital objects and services into dialogue with the grammar of constitutional and conventional rights and freedoms. The project may therefore fall equally within CNU section 01 or section 02, provided it holds the two poles together. A comparative approach, primarily European, and a multidisciplinary openness (sociology of digital technology, economics of regulation, philosophy of technology, computer science applied to law) will be particularly valued, in line with the research practices promoted by IRIHS.

The chairholder will be expected to publish in leading French and international venues, to apply to major national and European calls for projects (ANR, ERC Starting Grant, Horizon Europe), to organise international scientific events in Rouen and to contribute to structuring a “digital law and fundamental rights” cluster within CUREJ and IRIHS. Postdoctoral experience, particularly abroad, will be especially appreciated. The chair will follow URN’s Open Science roadmap, in particular through systematic deposit in HAL and open-access publication, and will contribute to the Science with and for Society roadmap.

TEACHING PROJECT

Summary of the teaching project:

In accordance with the statutory regime of junior professor chairs, the chairholder will provide annual teaching corresponding to 42 hours of lectures, 64 hours of tutorials, or any equivalent combination. Within the Faculty of Law, Economics and Political Science, teaching at Bachelor level may cover the cross-cutting private and public law subjects most affected by digital issues (introduction to law, civil law, constitutional law, administrative law, fundamental rights) and, more specifically, second-year courses dedicated to digital law.

At Master level, teaching will primarily fall within the Private Law, Public Law, and Criminal Law and Criminal Sciences programmes, as well as the cross-cutting research methodology seminar organised jointly with the Droit Normandie Doctoral School. The chairholder will be invited to teach digital law (taught as “law of new technologies” in the DPAC Master programme). The joint opening in sections 01 and 02 will allow contributions to several specialities depending on the chairholder’s scientific profile; in time, the chair may contribute to creating a track or cross-cutting seminar dedicated to digital law and digital liberties, potentially involving other URN components.

Part of the teaching may be delivered in English, in line with URN’s membership of the INGENIUM European University. The chairholder will be encouraged to develop physical or virtual teaching mobilities with INGENIUM partner universities, and to offer introductory and research methodology modules for Master’s and doctoral students of the Droit Normandie Doctoral School.

HOW TO APPLY

Candidates must register their application and mandatory attach the documents constituting their file in .pdf format on the website of the Ministry of Higher Education, Research and Innovation, via the ODYSSEE application.

Candidates must prepare a file composed of:

- an application form completed online
- a digital version of the following documents:
- a photo ID;

- a document attesting to the possession of a doctorate, as provided for in Article L.612-7 of the Education Code, or a diploma whose equivalence will be recognized in accordance with the procedure set out in 1° of Article 5 of the above-mentioned Decree of 17 December 2021;
- report on the defense of the diploma produced;
- analytical presentation of the work, books, articles and achievements made on the model of the "CPJ application form" to be submitted as document 1 in the "titles and works";
- main titles and works indicated in the analytical presentation.

The administrative documents and the defense report written in whole or in part in a foreign language are accompanied by a translation into French, the conformity of which the candidate certifies on their honor. Otherwise, the file is declared unacceptable.

The translation of the analytical presentation as well as of the works, books, articles and achievements is optional.

All these documents must be submitted in digital version by the date indicated in the recruitment notice at the latest. Any application that is incomplete by the above-mentioned deadline is declared unacceptable.

PROCEDURES FOR SELECTING APPLICATIONS

Only persons previously selected on the basis of their application by the selection committee, whose composition will be made public before the start of its work, will be invited to the audition.

All applicants will access the status of their application and the results using the Odyssey candidate number and personal password.

Any candidate selected for one or more positions at the end of the procedure will have to commit on the dedicated application to hold the position.

Contact : Cécile Legros, directrice du CUREJ, cecile.legros@univ-rouen.fr
Antoine Touzain, directeur du département droit, antoine.touzain@univ-rouen.fr